

Note de veille, 24 avril 2012

Investissements et diplomatie du Qatar au Maghreb

Le Qatar bénéficie d'une balance courante qui dégageait 56 milliards de dollars US d'excédents en 2011. Ces excédents ont permis de :

- moderniser les infrastructures (urbaines, autoroutes, ferroviaires, aéroport, loisirs) ;
- renforcer le secteur industriel (liquéfaction et pétrochimie) ;
- développer les services (financiers, tourisme).

L'économie publique reste dominante et représente 75 % à 80 % du PIB (produit intérieur brut). Grâce à cette politique expansionniste sur les plans budgétaire et monétaire, et malgré la crise mondiale, l'Émirat a pu enregistrer une croissance moyenne de plus de 15 % par an au cours des cinq dernières années. Cela n'a pas empêché l'État, en 2009-2010, d'injecter plus de 20 milliards de dollars US pour sauver le secteur bancaire des *bad loans* du secteur immobilier.

Investissements à l'étranger

Soucieuses de rentabiliser les excédents financiers, les autorités qataris gèrent leurs investissements dans le monde à travers le fond souverain QIA (Qatar Investment Authority), doté de plus de 100 milliards de dollars US, ainsi qu'à travers ses nombreuses filiales tels que Qatari DIAR (Real Estate Investment Company), Qatar Holding.

Le président de QIA est le prince héritier cheikh Tamim ben Hamad Al Thani. Le directeur général est le Premier ministre cheikh Hamad Ben Jassim Al Thani. L'émir Cheikh Hamed intervient également dans les grands dossiers de QIA.

Les décideurs politiques du Qatar étant des financiers de haut niveau, il existe bien sûr un lien entre les politiques diplomatique et financière conduites par l'Émirat.

Diplomatie tactique dans la région MENA ¹

Depuis longtemps, le Qatar joue un rôle actif sur la scène internationale. Ceci lui a permis de constituer des réseaux importants dans la région et de jouer un rôle de médiateur décisif dans de nombreux conflits (Palestine, Liban, Soudan).

Depuis 2003, l'Émirat abrite un centre de commandement militaire américain régional faisant du Qatar l'un des pays les mieux protégés militairement au monde.

En 2009, il opère un virage en se réconciliant avec l'Arabie Saoudite. Il en devient un allié discipliné et change radicalement ses relations avec l'Iran et « l'islam chiite ».

¹ Moyen-Orient et Afrique du Nord, en anglais Middle East and North Africa.

L'année 2011 a marqué un tournant dans la politique internationale du Qatar, qui tire profit des révolutions arabes pour renforcer ses positions dans la région MENA grâce à :

- l'absence de *leadership* dans le monde arabe ;
- la victoire du parti islamiste Ennahdha en Tunisie, avec qui il entretient d'excellentes relations depuis de nombreuses années ;
- son action diplomatique et militaire en Libye.

Cette émergence d'une politique plus offensive traduit une volonté de peser sur le cours de la politique arabe.

Ce « succès » diplomatique tient à l'utilisation simultanée de plusieurs leviers :

- une stratégie active, opportuniste et adroite du *political show* ;
- un *leadership* dans le secteur du gaz grâce au gaz naturel liquéfié (GNL) ;
- la force médiatique d'Al Jazira dans la région ;
- une force de frappe financière puisant sur les 55 milliards de dollars US d'excédents annuels ;
- une proximité des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, qui se traduit par les investissements et la technologie de ces pays mis au service de la filière GNL. Les compagnies pétrolières ont ainsi contribué à faire du Qatar un poids lourd dans le secteur gazier. Le Qatar est alors devenu un acteur financier de poids en Europe prenant des participations dans les grands groupes.

— Grande-Bretagne : Harrods, Barclays, Canary Wharf, London Stock Exchange.

— France : Total, EADS, LVMH, Veolia, Suez Environnement, Vinci, Royal Monceau, Société fermière des casinos de Cannes.

— États-Unis : investissement de 700 millions de dollars US réalisée fin 2011 dans l'immobilier à Washington D. C. ;

Cette liste ne comporte que les investissements réalisés par le fond QIA et n'inclut pas les investissements privés.

- une proximité politique avec les partis islamistes de la région.

Investissements et diplomatie au Maghreb

Tunisie

Al Jazira a pu donner à la révolution tunisienne une dimension internationale. La politique de proximité avec le mouvement Ennahdha ainsi que les besoins financiers de la Tunisie dans cette phase délicate devraient lui permettre de consolider sa position dans ce pays. Le Qatar s'est engagé à acquérir 400 millions d'euros de bons du Trésor et à financer une série de projets dans l'environnement, l'énergie (raffinerie de Skhira), l'eau et l'immobilier. Il était déjà présent en Tunisie à travers la Tunisian Qatari Bank et surtout à travers un investissement stratégique de 75 % du capital de l'opérateur téléphonique Tunisiana, *leader* du marché mobile. Fin 2011, la valeur des investissements et engagements du Qatar peut être estimée à 1,7-1,8 milliard d'euros, montant qui sera dépassé avec les nouveaux projets.

Si les déséquilibres budgétaires et de la balance courante de la Tunisie persistaient au cours des prochaines années, cela aurait pour effet d'augmenter la dette publique et surtout extérieure à des niveaux qui commenceraient à être inquiétants.

Algérie

Avec l'Algérie, la situation est plus complexe. Les positions du Qatar vis-à-vis des révolutions arabes ont profondément agacé Alger, qui voit là une ingérence dans la souveraineté des pays de la région. D'autre part, la conquête rapide par le Qatar de grosses parts de marché dans le secteur du gaz menace et affaiblit la position de négociation

algérienne pour le prix du gaz sur le marché européen. De plus, Doha abrite certains *leaders* de l'opposition algérienne, dont Abbassi Madani, *leader* de l'ex FIS. Pour le Qatar, un changement en Algérie, comme dans les autres pays du Maghreb, passe par les islamistes modérés.

Les prochaines législatives en Algérie (mai 2012), devraient confirmer le *statu quo*, avec une présence plus importante des islamistes au gouvernement.

Les investissements du Qatar en Algérie datent de 2007 et ont commencé avec le rachat par Qatar Telecom de 80 % de Nedjma, 3^e opérateur téléphonique mobile.

En 2011, plusieurs accords économiques ont été signés dans différents secteurs : sidérurgie, énergie, transport, pétrochimie. Un projet dans la sidérurgie de 400 millions de dollars US devrait voir le jour cette année.

Maroc

Jusqu'en 2011, on pouvait qualifier les relations entre les deux pays de plutôt « froides ». Au niveau maghrébin, le Qatar privilégiait une relation stratégique avec l'Algérie. Le printemps arabe a changé la donne, et l'on assiste depuis à une amélioration continue des relations entre les deux pays. La réconciliation du Qatar avec l'Arabie Saoudite a également permis le rapprochement des deux monarchies et ainsi le développement de nouvelles initiatives par le Conseil consultatif du Golfe (CCG).

En mai 2012, les six monarchies du Golfe ont proposé au Maroc et à la Jordanie d'intégrer le CCG. Cette démarche traduit plusieurs objectifs poursuivis :

- se distinguer des républiques arabes menacées par les révoltes et constituer un pacte de solidarité commune entre monarchies « arabes sunnites » ;
- créer une sorte de pacte de défense commune contre toute « agression extérieure » ;
- renforcer l'aide économique ainsi que les investissements des pays du CCG au Maroc.

Néanmoins, en raison de considérations économiques mais aussi des craintes de contagion de la « dynamique démocratique » au Maroc, Oman, le Koweït et les Émirats arabes unis ont réussi à faire revenir leurs homologues saoudiens et qataris sur cette proposition d'adhésion faite au Maroc.

De plus, Qatar essaie de rapprocher les positions d'Alger et de Rabat sur la question du Sahara occidental.

Sur le plan des investissements, le fond souverain du Qatar a créé un fond doté de plus de deux milliards de dollars US dans le tourisme, et envisage des investissements dans le secteur minier. Qatar National Bank ambitionne le rachat de l'Union marocaine des banques tandis que Qatar International Islamique Bank poursuit le projet d'implantation d'une banque islamique. Dans l'immobilier, l'Émirat va financer la construction de deux parcs d'attraction à Casablanca et à Marrakech.

Le statut monarchique du Maroc et son alignement systématique sur le GCC devraient permettre un « réchauffement » durable entre les deux pays.

Libye

Dès le départ, le Qatar a soutenu diplomatiquement la révolution libyenne. Au cours de l'intervention de l'OTAN, il a servi de caution arabe. Des centaines de soldats qataris ont participé aux opérations militaires au sol, coordonnant ainsi les opérations entre l'OTAN et les rebelles. Le Qatar a par ailleurs soutenu militairement les rebelles berbères de Djebel Nefoussa sur le front ouest de Tripoli.

Les *leaders* du CNT critiquent ouvertement l'influence grandissante du Qatar et parlent d'ingérence dans la souveraineté de la Libye.

Au niveau des investissements en Libye, le Qatar entend jouer un rôle de premier plan dans les secteurs pétrolier et gazier, ainsi que dans celui des infrastructures pour la reconstruction du pays. En Libye, la situation frise aujourd'hui le chaos institutionnel et risque de conduire à la guerre civile ou l'implosion territoriale. Les chefs de tribus de la région de Cyrénaïque appellent au fédéralisme en Libye, et sont encouragés par l'Égypte, soupçonnée d'avoir des visées sur la Cyrénaïque. Les affrontements entre tribus se multiplient. Les nouvelles autorités peinent à contrôler les dizaines de brigades d'ex-rebelles surarmés qui font la loi. Dans ce nouveau contexte chaotique, le Qatar peut-il encore jouer un rôle de « médiateur » ?

Conclusion

Depuis son accession au pouvoir en 1995, cheikh Hamad a su renforcer la stature du pays sur plusieurs plans : médiateur diplomatique international, négociateur énergétique grâce au développement du LNG, modernisateur du pays (infrastructures, éducation), acteur médiatique grâce à Al Jazira et financier par le fond souverain QIA.

Pourtant au niveau diplomatique, l'épisode libyen semble marquer un tournant décisif. Constitue-t-il un incident isolé ou bien révèle-t-il une position diplomatique plus offensive en rupture avec le passé ?

Certains considèrent que la taille du Qatar constitue un handicap pour permettre le développement d'une diplomatie plus offensive. Pourtant, ce pays dispose de plusieurs leviers qui devraient lui permettre de nouer les alliances stratégiques nécessaires.

Au Maghreb, le Qatar a su tirer profit des événements suivants :

- absence de leadership au Maghreb ;
- faiblesse institutionnelle des États maghrébins encore ébranlés par les « révolutions » ;
- victoire des islamistes dans les dernières élections, qui apparaissent comme des alliés dans la région ;
- échec de la politique européenne de voisinage (PEV), qui manque de cohérence. En confortant la « politique » des dictateurs, les gouvernements européens n'ont pas su soutenir les aspirations sociales et démocratiques des peuples de la région.

Ce vide de la PEV devrait profiter dans l'avenir à de nouveaux acteurs externes : Qatar et Turquie.

*Mourad Bsiri,
Groupe vigilance JFC Conseil*

Champ de veille : Géopolitique

Mots clefs : Maghreb / Croissance économique / Développement régional